

Unité bidépartementale Calvados Manche  
1 rue Recteur Daure  
CS 6004  
14000 Caen

Caen, le 21/11/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **GROUPE CARRIERES DE MOUEN**

Carrière d'Etavaux  
LD ETAVAUX  
14320 Saint-André-Sur-Orne

Références : 2025-608  
Code AIOT : 0005300068

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/09/2025 dans l'établissement GROUPE CARRIERES DE MOUEN implanté Carrière d'Etavaux LD ETAVAUX 14320 Saint-André-sur-Orne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite s'inscrit dans le cadre d'une action régionale pour vérifier les modalités d'accueil des déchets inertes ainsi que la garantie du caractère non-dangereux des matières accueillies. Ces visites font l'objet de prélèvements de déchets qui sont ensuite analysés pour permettre de vérifier leur conformité.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GROUPE CARRIERES DE MOUEN
- Carrière d'Etavaux LD ETAVAUUX 14320 Saint-André-sur-Orne
- Code AIOT : 0005300068
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Les Carrieres d'Etavaux exploite sur la commune de Saint André sur Orne une carrière de grès et une installation de traitement de matériaux. Elle dispose d'une autorisation préfectorale d'exploiter du 28/04/2003. La remise en état de la carrière consiste notamment au remblaiement partiel du site avec des apports extérieurs de déchets inertes et non-dangereux, d'où l'objet de la présente visite.

#### Thèmes de l'inspection :

- AR - 6
- Déchets

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Admission des déchets inertes	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
4	Prélèvement de déchets inertes non-dangereux destinés au remblayage	Arrêté Ministériel du 06/08/2012, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	30 jours
6	Procédure d'acceptation préalable des déchets inertes	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Présence du registre	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er	Sans objet
3	Prélèvement de déchets inertes non-dangereux destinés au remblayage	Code de l'environnement du 27/07/2019, article L 171-3-1	Sans objet
5	Remblayage	Arrêté Ministériel du 12/12/2014,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	par des déchets inertes	article 7	
7	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-43-1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les documents et la procédure d'acceptation des déchets mis en place par l'exploitant répondent globalement aux exigences de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014.

Cependant, les résultats d'analyses non conformes concernant un prélèvement de déchets issus d'une plateforme de transit doivent être pris en compte dans l'amélioration de la gestion des apports.

L'inspection demande en particulier une modification de la procédure d'acceptation des déchets, afin d'intégrer les enseignements de ces résultats. La procédure révisée devra préciser les justifications attendues pour garantir le caractère non dangereux des déchets et sa bonne application devra être vérifiée.

Enfin, l'implication du personnel sur le site, notamment aux postes de bascule, a été relevée.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Présence du registre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registre des déchets entrants
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.</p> <p>Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :</p> <p>- la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ;</p> <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p>

- la dénomination usuelle du déchet ;
- le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
- s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;
- la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ;

c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;

d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :

- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

**Constats :**

Le registre chronologique des déchets entrants a été présenté. Ce registre est informatisé et géré

par le logiciel RSAI.

L'examen par sondage des livraisons du 16 septembre 2025 a montré que le registre contenait, pour chaque réception de déchets, les informations prévues aux points A, B, C et D de l'article 1er de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Admission des déchets inertes

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5

**Thème(s) :** Risques chroniques, Documents d'acceptation préalable

### **Prescription contrôlée :**

Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant: - le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET; - le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET; - le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET; - l'origine des déchets; - le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement; - la quantité de déchets concernée en tonnes. Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 3. Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant. La durée de validité du document précité est d'un an au maximum. Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.

### **Constats :**

Le modèle de DAP (document d'acceptation préalable) utilisé est annexé à la procédure d'acceptation des déchets inertes du site. Il permet de satisfaire à la plupart des attentes prévues explicitement dans l'article 5 de l'arrêté ministériel. Le modèle permet de savoir si des analyses ont été conduites mais on ne sait pas lesquelles, ni si elles sont suffisantes, ni les résultats obtenus.

Deux DAP ont été examinés par l'inspection, correspondant aux lots de déchets inertes prélevés.

Lelot A (DAP n°25-07-003, reçu le 16/09, ticket de pesée n°27944, code déchet 17 05 04)

concerne 13,48 tonnes de terres et cailloux provenant d'un chantier VRD à Bernières/Mer (SARL Valette Sylvain). Le DAP mentionne l'adresse et les coordonnées GPS du chantier et l'absence de provenance d'un site potentiellement contaminé ou pollué (vérification sur le site Géorisques). Le document comporte les informations demandées et il est signé.

Le lot B (DAP n°25-01-041, reçu le 16/09, ticket de pesée n°27943, code déchet 17 05 04)

concerne 20,78 tonnes de terres et cailloux issus de la plateforme de transit de l'entreprise Guenon TP. Le DAP, daté du 21/01/2025 ne précise pas l'origine des déchets : aucune adresse, coordonnées GPS ou référence parcellaire ne sont indiquées. Le type de site n'est pas mentionné et aucune analyse de sols n'est jointe. La vérification sur Géorisques n'a donc pas pu être réalisée. En l'absence d'éléments complémentaires (historique du site, résultats d'analyses ou diagnostic de pollution), le caractère inerte et non dangereux des déchets n'est pas démontré, bien que le document soit signé par le porteur de déchets.

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant devra informer l'inspection, sous 1 mois, des actions engagées pour répondre aux constats formulés concernant le lot B de déchets.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

**N° 3 : Prélèvement de déchets inertes non-dangereux destinés au remblayage**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 27/07/2019, article L 171-3-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvement inopiné
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I.-Les fonctionnaires et agents chargés des contrôles peuvent prélever ou faire prélever des échantillons en vue d'analyses ou d'essais. Ces échantillons sont placés sous scellés. Dans le périmètre d'une installation, le responsable présent ou, à défaut, son représentant est avisé qu'il peut assister au prélèvement. L'absence du responsable ou de son représentant ne fait pas obstacle au prélèvement.</p> <p>II.-Les échantillons sont prélevés au moins en double exemplaire et adressés à un laboratoire d'analyses. Un exemplaire est conservé par le fonctionnaire ou l'agent chargé du contrôle aux fins de contre-expertise. La personne faisant l'objet du contrôle, ou la personne désignée pour la représenter, est avisée qu'elle peut faire procéder à ses frais à l'analyse de l'exemplaire conservé. Elle fait connaître sa décision dans les cinq jours suivant la date à laquelle les résultats de l'analyse du laboratoire ont été portés à sa connaissance. Passé ce délai, l'exemplaire peut être éliminé. Dans le cas où aucune contre-expertise n'a été sollicitée, le second échantillon est détruit au terme d'un délai de deux mois à compter de la date du prélèvement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Deux lots de déchets réceptionnés le jour de la visite (cf photos jointes) ont été choisis par l'inspection pour faire l'objet d'analyses visant à vérifier le caractère inerte et non dangereux des déchets admis. Deux échantillons ont été réalisés (un pour le laboratoire et un témoin pour l'exploitant).</p> <p>Compte-tenu de l'absence d'enrobés constatée dans les lots en question, les analyses demandées par l'inspection ont été les suivantes : pack ISDI (protocole analytique suivant les critères fixés par l'arrêté ministériel du 12/12/2014) et métaux en contenu total (12).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Prélèvement de déchets inertes non-dangereux destinés au remblayage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/08/2012, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Résultat du prélèvement inopiné
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - Les installations visées à l'article 1er ne peuvent ni admettre ni stocker : - des déchets présentant au moins une des propriétés de danger énumérées à l'annexe I de l'article R. 541-8 du code de l'environnement, notamment des déchets contenant de l'amiante comme les matériaux</p>

de construction contenant de l'amiante, relevant du code 17 06 05\* de la liste des déchets, les matériaux géologiques excavés contenant de l'amiante, relevant du code 17 05 03\* de la liste des déchets et les agrégats d'enrobé relevant du code 17 06 05\* de la liste des déchets ; - des déchets liquides ou dont la siccité est inférieure à 30 % ; - des déchets dont la température est supérieure à 60 °C ; - des déchets non pelletables ; - des déchets pulvérulents, à l'exception de ceux préalablement conditionnés ou traités en vue de prévenir une dispersion sous l'effet du vent ; - des déchets radioactifs.

#### **Constats :**

Les résultats d'analyses ont été transmis à l'inspection par courriel le 16/10/2025.

Pour le **lot A**, les analyses confirment le respect des seuils fixés à l'annexe II de l'arrêté du 12/12/2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515 et 2517 de la nomenclature ICPE. Certains paramètres dépassent toutefois les valeurs de référence du guide de valorisation hors site des terres excavées issues de sites potentiellement pollués (mis à jour en 2024), mais restent inférieurs aux valeurs du guide INERIS d'application pour le classement en dangerosité des déchets (mis à jour en 2024). Ces terres sont anthropisées mais probablement non dangereuses et peuvent être acceptées sur le site de la carrière de Saint-André-sur-Orne.

Pour le **lot B**, les analyses révèlent un dépassement des seuils de l'annexe II de l'arrêté du 12/12/2014, notamment pour les paramètres sulfates et fraction soluble. Ce lot ne peut donc pas être considéré comme inerte et non dangereux et ne peut être admis sur le site de la carrière de Saint-André-sur-Orne.

En l'absence d'éléments complémentaires justifiant le caractère inerte de cet apport, l'exploitant a indiqué lors d'un échange avec l'inspection le 24/10/2025 qu'il envisageait l'évacuation du lot vers une filière appropriée. Il a précisé que le lot était resté isolé sur le site dans l'attente des résultats d'analyses.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant devra, sous 1 mois, soit apporter des éléments nouveaux permettant de considérer l'apport de la plateforme de transit (lot B) comme inerte et non-dangereux, soit procéder à son évacuation vers une filière appropriée.

L'exploitant mènera des actions correctives préventives en adaptant sa procédure d'accueil concernant ce type d'apports et en vérifiant la bonne application de ces pratiques. Il indiquera sous 1 mois à l'inspection la nature des actions correctives mises en oeuvre.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 30 jours

#### **N° 5 : Remblayage par des déchets inertes**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7

**Thème(s) :** Risques chroniques, absence de matériaux interdits

**Prescription contrôlée :**



<p>Avant d'être admis, tout chargement fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant de l'installation. Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchets non autorisés.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection sur l'aire de déchargement, aucun matériau interdit (végétaux, bois, plastiques, ferrailles) n'a été constaté sur les lots observés. L'exploitant dispose d'une benne DIB pour faciliter l'évacuation des déchets si des non-conformités étaient constatées.</p> <p>Conformément à la procédure d'accueil des déchets inertes du site, l'exploitant a mentionné que l'agent à la bascule n'accepte que les apports dont le DAP a été préalablement validé.</p> <p>Un premier contrôle visuel est réalisé au niveau du pont bascule, via caméra, avec prise de photographies de la benne et de la plaque d'immatriculation, lesquelles sont conservées.</p> <p>Un second contrôle quotidien est effectué sur l'aire de déchargement, reposant sur une vérification visuelle et olfactive.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 6 : Procédure d'acceptation préalable des déchets inertes

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Contenu de la procédure</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant d'une installation visée à l'article 1er met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation. L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets ne sont pas visés à l'article 2 du présent arrêté. Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure : - qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ; - que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ; - que les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante. Si les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe II.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La procédure d'acceptation des déchets inertes datée du 20/11/2024 transmise par courriel a été en partie présentée le jour de la visite d'inspection.</p> <p>Cette procédure actualisée le 23/10/2025 explique le dispositif mis en place pour vérifier le caractère non dangereux des déchets en amont de leur accueil sans pour autant expliquer précisément la nature des éléments attendus de l'apporteur ("batterie de test pour caractériser le caractère dangereux du déchet"). Le cas de lots en provenance de plateforme de transit avec la particularité des origines de déchets difficilement justifiables ne sont pas pris en compte dans la procédure.</p>

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
<p>Sous 1 mois, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- devra mettre à jour sa procédure pour tenir compte des remarques de l'inspection,</li> <li>- appliquer sa procédure de façon à ce que des analyses soient conduites pour des lots provenant de plateformes de transit (modalités à définir sous sa responsabilité).</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

#### N° 7 : Traçabilité des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-43-1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I.-Pour l'application du II de l'article L. 541-7, les personnes produisant ou expédiant des terres excavées et des sédiments, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de terres excavées et sédiments, et les personnes valorisant des terres excavées et des sédiments tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition et de la réception de ces terres et sédiments. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans. Le registre permet d'identifier précisément la destination ou le lieu de valorisation des terres excavées et sédiments. II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des terres excavées et sédiments ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes produisant ou traitant des terres excavées et sédiments, y compris les personnes effectuant une opération de valorisation de terres excavées et sédiments et les personnes exploitant une installation de transit ou de regroupement de terres excavées et sédiments. Le registre national des terres excavées et sédiments et le registre national des déchets mentionné à l'article R. 541-43 peuvent constituer une unique base de données. Ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission a lieu, au plus tard, le dernier jour du mois suivant l'expédition, la réception ou le traitement, y compris la valorisation, des terres excavées et sédiments, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges automatisés de données selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Afin d'assurer la sauvegarde des intérêts de la défense nationale, des modalités spécifiques de transmission peuvent être prévues pour les services placés sous l'autorité du ministre de la défense, dans des conditions définies par arrêté conjoint du ministre chargé de l'environnement et du ministre de la défense. La transmission des informations au registre national des déchets, mentionné à l'article R. 541-43, vaut transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments lorsque cette transmission respecte les conditions du présent II en matière de délai et de contenu.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le passage de la plateforme RNDTS (Registre national des déchets, terres excavées et sédiments)</p>

à Trackdéchets en mai 2025 a entraîné des difficultés de transmission, dues à l'incompatibilité des logiciels de l'établissement. Cela explique que les dernières déclarations datent d'août 2025. L'exploitant travaille actuellement à résoudre ces problèmes, rencontrés également par d'autres établissements, et s'engage à reprendre les déclarations là où elles avaient été interrompues dès que la situation sera rétablie. Rappelons à ce titre qu'une période de tolérance du 1er mai jusqu'au 31 décembre 2025 est mise en place par le ministère afin d'accompagner les déclarants et pour tenir compte du temps d'adaptation nécessaire des outils internes. Aussi, l'ensemble des registres de l'année 2025 devront être transmis dans Trackdéchets de manière rétroactive au plus tard le 31/12/2025.

L'inspection rappelle que, en fonctionnement normal, l'exploitant doit assurer la transmission des données au plus tard le dernier jour du mois suivant la réception des terres excavées.

**Type de suites proposées :** Sans suite